

ENTRETIEN

Philippe Meirieu : « N’attendons pas le prochain assassinat pour dire l’importance du métier d’enseignant »

Philippe Meirieu est chercheur, essayiste et homme politique. Il a contribué à diffuser en France les principes pédagogiques issus de l’Education nouvelle. Professeur en sciences de l’éducation à l’université Lumière-Lyon 2, il a mené de nombreuses recherches, en particulier sur la différenciation pédagogique et la philosophie de l’éducation.

Il a inspiré plusieurs réformes, comme l’instauration des modules au lycée, ainsi que des IUFM au début des années 1990, ou encore la mise en place des travaux personnels encadrés (TPE) et de l’éducation civique juridique et sociale (ECJS).

Aujourd’hui, Philippe Meirieu est vice-président de l’association nationale des Ceméa (Centres d’entraînement aux méthodes d’éducation active) et signe, en 2023, un ouvrage intitulé *Qui veut encore des professeurs ?* (Coll. Libelle, Le Seuil).

Pour *Alternatives Economiques*, il revient sur le drame d’Arras, mais aussi plus généralement sur [des thèmes liés à l’enseignement qui lui tiennent](#) à cœur et sur les exigences excessives et inadaptées de la société et des politiques vis-à-vis des enseignants.

Quelle est votre réaction au terrible assassinat de Dominique Bernard à Arras ?

Philippe Meirieu : Comme tous les professeurs et personnels de l’Education nationale, j’ai été anéanti par cet événement. Nous vivions déjà dans le bruit et la fureur des événements du Moyen-Orient et cet assassinat nous a touchés en plein cœur.

Puis à l’infinie tristesse a succédé la colère : nous avons vu déferler les lieux communs et les invectives sur les réseaux sociaux, les commentaires bavards et filandreux sur les chaînes d’information en continu, les pseudo-analyses et les interprétations prématurées des journalistes pressés, les récupérations honteuses de tous ceux et toutes celles qui, la veille, affichaient, jusque dans les salons de l’Assemblée nationale, leur mépris pour les professeurs et qui, tout à coup, se mirent à multiplier les déclarations d’amour à leur égard. Il aurait fallu un peu plus de dignité.

La société doit se rendre compte qu’on demande aux professeurs d’apprendre à leurs élèves à « lire, écrire, compter et respecter autrui », leur enseigner la rigueur intellectuelle et l’esprit critique... Alors même qu’elle totémise les images et cultive le slogan, et que les médias surenchérissent dans la démagogie et la vulgarité !

Il faut pourtant que les professeurs reprennent tous les matins le chemin de l'école et témoignent sereinement du caractère fondateur de l'exercice de la raison. Il faut qu'en classe, ils accueillent chacun et chacune avec sa singularité pour que toutes et tous partagent les mêmes savoirs. Dure tâche.

Le président de la République a dit qu'il fallait « faire corps » autour d'eux. Espérons que l'injonction survivra et sera entendue au-delà du temps, indispensable, du deuil.

Comment aborder ce drame en classe ?

P. M. : Tout dépend, bien sûr, de la classe, de l'âge des élèves et de la discipline enseignée. Je crois que, sur cette question comme sur beaucoup d'autres, il faut faire confiance aux professeurs.

On ne fera pas la même chose avec des élèves qui posent spontanément des questions et avec des élèves qui feignent l'indifférence, avec des élèves qui sont dans la compassion et avec des élèves qui sont dans la suspicion. Mais, dans tous les cas, il faut garantir un cadre serein pour les échanges, quitte à attendre quelques jours.

Il ne faut pas craindre de donner du temps à chacune et chacun pour réfléchir, poser des questions, exprimer ses émotions : le passage par l'écrit est, à cet égard, salutaire. Enfin, je crois que l'école a cette spécificité de permettre d'accéder à la pensée à travers des médiations culturelles.

C'est pourquoi il est toujours souhaitable de s'appuyer sur des documents de qualité : des œuvres littéraires ou artistiques, des textes philosophiques, des albums de littérature de jeunesse, etc. C'est la mission du professeur que de former ses élèves à la pensée libre par la confrontation avec des œuvres de culture exigeantes.

Justement, dans votre dernier livre, *Qui veut encore des professeurs ?*, vous dites que les professeurs assument une mission « proprement anthropologique ». Qu'entendez-vous par là ?

P. M. : Je suis sidéré de voir aujourd'hui le métier de professeur considéré comme un simple « métier de service »... Non que le professeur ne rende pas des services (il garde les enfants pendant que leurs parents travaillent, prépare ses élèves à passer des tests et réussir des examens, forme à des savoirs professionnels, etc.), mais je crois qu'un pays qui réduit l'enseignement à cela rate l'essentiel.

Tout professeur, en effet, a une mission de liaison transgénérationnelle, il a vocation à faire de l'école un espace où la recherche de la précision, de la justesse et de la vérité l'emporte sur toutes les formes de violences, physiques et psychiques.

Et il incarne le projet des Lumières, auquel on ne cesse de se référer mais dont on oublie trop souvent qu'il doit être au cœur de toute situation d'apprentissage : permettre à chacun et chacune de « penser par lui-même » et de « construire du commun ».

Quand je dis que le métier de professeur est « proprement anthropologique », je veux donc souligner que son travail ne renvoie pas – ou pas seulement – à la satisfaction d'usagers-clients, mais révèle le type d'hommes et de femmes que nous voulons former pour notre avenir.

Quelque chose se joue là, qui cheville le projet d'une société démocratique en formant ses enfants au refus de toutes les simplifications démagogiques, à l'exigence d'être en permanence au plus près du plus juste, à la capacité d'entrer dans des débats démocratiques dont le résultat n'est jamais donné à l'avance.

Et cela me semble d'autant plus important que nous assistons aujourd'hui à la conjonction de trois phénomènes préoccupants : la montée de l'individualisme social, l'hégémonie de l'obligation de résultat au détriment de l'obligation de moyens et, enfin, les songeries scientistes et technocratiques qui laissent penser que des machines intelligentes pourraient se substituer avantageusement à des humains car, elles savent s'adapter aux besoins individuels, ne s'énervent jamais, ne se mettent pas en grève et peuvent être mises à jour rapidement.

Je ne crois nullement que nous en arriverons là, mais l'existence même de ces songeries en dit long sur une aspiration collective inquiétante. Je crains que, si l'on ne peut pas remplacer les professeurs par des machines, on veuille finalement transformer les professeurs en machines... Et, croyez-moi, je vois beaucoup de professeurs, du primaire comme du secondaire, beaucoup de cadres éducatifs aussi, qui ont le sentiment d'être considérés et utilisés aujourd'hui comme des machines.

Ils ne sont d'ailleurs pas les seuls : dans tous les métiers de l'humain – l'animation, le travail social, l'éducation spécialisée, la santé mentale, l'aide à la personne, etc. – les personnes qui se voient soumises au paradigme de « l'efficacité à tout prix » sont aujourd'hui en situation de découragement et même, parfois, de détresse.

Vous critiquez le discours de « l'obligation de résultat » et de « l'école efficace ». Quels sont ses effets ?

P. M. : J'ai bien conscience que cette critique pourrait apparaître comme une sorte d'exigence d'irresponsabilité sociale : alors que tous les salariés doivent rendre des comptes, les professeurs, eux, voudraient en être dispensés. Alors qu'ils sont des fonctionnaires payés par l'argent du contribuable, ils camperaient dans la posture d'une profession libérale inattaquable !

Mais, à mes yeux, « l'obligation de résultat » et l'invocation de « l'école efficace » ne caractérisent pas le moins du monde une société démocratique. Il n'est pas vraiment difficile d'être « efficace » avec de bons élèves triés sur le volet par le jeu de la sectorisation géographique ou celui de la sélection à l'entrée !

Ni si l'on entraîne les élèves, dès les petites classes, à passer les QCM des évaluations internationales : c'est ce que font la Corée du Sud ou Shangaï qui caracolent en tête des évaluations internationales. Et c'est ce que regrettent les professeurs américains qui dénoncent, depuis plusieurs années déjà, le « *teaching by the tests* ».

Et puis – il faut quand même le rappeler – dans l'enseignement, nous travaillons avec des humains. J'ai montré, dans un ouvrage déjà ancien, *Frankenstein pédagogue* (2017, ESF), à quel point les mythes de Pygmalion, du Golem ou de Frankenstein étaient mortifères : à vouloir modeler l'autre, on s'expose à de graves déconvenues !

C'est pourquoi l'enseignement ne consiste pas à imposer aux élèves ce qu'ils doivent penser mais à créer des situations qui leur permettent de penser. Pour cela, nous n'avons pas une obligation de résultat, mais une obligation de moyens.

Mais il ne faudrait pas croire que l'obligation de moyens est moins exigeante. C'est tout le contraire, tant pour l'institution dans son ensemble, que pour chaque professeur en particulier.

Pour l'institution, cela implique de « donner plus et mieux à ceux qui ont moins ». On en est loin : si l'on intègre les salaires des professeurs dans le coût d'un élève de collège, on découvre que les élèves de l'éducation prioritaire coûtent moins cher que les élèves des « bons collèges » de centre-ville (dans les établissements de ces derniers, il y a beaucoup moins de vacataires, de contractuels et de jeunes titulaires, et beaucoup plus d'options, de langues vivantes...).

Pour le professeur dans sa classe, l'obligation de moyens est aussi très exigeante : si l'on fait le pari qu'en dépit de leurs différences, tous les élèves peuvent partager les mêmes savoirs, alors il faut concevoir des situations d'apprentissage mobilisatrices et assurer le suivi et l'accompagnement de chacun et chacune.

Cela nécessite une formation initiale exigeante mais aussi une formation continue adaptée, au plus près des problèmes professionnels des professeurs, bien loin des injonctions autoritaires et des webinaires descendants qui nous envahissent aujourd'hui.

Cela nécessite aussi de revoir en profondeur les modalités de nos inspections et le rôle des inspecteurs qui devraient être beaucoup plus des formateurs et beaucoup moins des contrôleurs. Eux-mêmes le souhaitent parfois, d'ailleurs.

Mais comment sortir de cette conception de l'efficacité que vous dénoncez pour que les professeurs s'engagent dans cette démarche d'« obligation de moyens » ?

P. M. : En les impliquant fortement dans le fonctionnement de leur institution. En arrêtant de les soumettre à jet continu à des réformes élaborées par des politiques en mal de notoriété appuyés par des cabinets de conseil. En leur faisant vivre une véritable liberté pédagogique, informée par les travaux de la recherche et nourrie par des échanges de pratiques.

Je suis frappé, en effet, par le nombre de professeurs qui s'engagent dans des démarches pédagogiques inventives, qui élaborent des outils et construisent des ressources qu'ils ne demandent qu'à partager.

Or, je trouve que les responsables de l'institution les ignorent trop, quand ils ne les suspectent pas systématiquement. Les collègues qui s'engagent dans des directions officiellement souhaitées par la hiérarchie, qui travaillent à créer des situations d'apprentissage capables de mobiliser et de faire progresser les élèves, n'ont guère les moyens de partager leurs découvertes.

Certes, il arrive qu'on les sollicite pour leur proposer de devenir inspecteur ou chef d'établissement... Mais ils ne souhaitent pas nécessairement « monter en grade » : ils veulent plutôt développer des échanges horizontaux, se mettre en réseau, poursuivre leur travail en bénéficiant du regard et des expériences des autres. C'est cela qu'il faut favoriser absolument.

Augmenter le salaire des enseignants suffira-t-il à remédier à la crise des vocations que nous connaissons ?

P. M. : Cette augmentation est absolument indispensable. Mais elle n'est pas suffisante. Il faut l'accompagner d'une reconnaissance sociale et symbolique.

Il faut que les autorités du pays n'attendent pas le prochain assassinat ou le prochain suicide pour dire l'importance du métier. Il faut que le ministre de l'Éducation nationale, Gabriel Attal donne très vite des signes concrets et positifs en leur direction : il faut, par exemple, que les commissions de travail ne soient plus systématiquement construites sur une structure hiérarchique (recteurs, inspecteurs, professeurs... Où ces derniers sont toujours sous tutelle de leur hiérarchie, mais donnent toute leur place à celles et ceux qui sont sur le terrain.

Il faut que les responsables politiques de tous bords arrêtent de soupçonner les professeurs de « pédagogisme » en racontant, comme l'a fait le président de la République Emmanuel Macron dans son entretien à l'hebdomadaire *Le Point* (un support pour le moins discutable pour faire passer des messages concernant le service public), que l'on aurait abandonné toute volonté de transmission pour s'agenouiller devant les caprices des enfants.

Il faut aussi qu'on fasse un effort plus important pour soutenir les collègues qui enseignent dans des écoles ou établissements difficiles. Ils sont « au front » nous dit-on, mais il faudrait les entendre plus, leur donner des moyens significatifs (des décharges horaires, des soutiens en formation, des budgets pédagogiques qui leur permettent de mener à bien leurs projets même s'ils sont dans des collectivités territoriales qui ne peuvent les financer).

Je voudrais aussi que les médias cessent de ne s'intéresser qu'aux dérapages et aux échecs à l'occasion des faits divers dramatiques qui surviennent, mais parlent également des belles réussites capables de donner confiance dans les professeurs. Mes collègues du collectif [Territoires vivants de la République](#) militent sans relâche pour cela... Mais ils ne sont pas entendus, hélas !

Et puis, je crois qu'il faut sortir de cette contradiction dans laquelle nous sommes : les professeurs sont déconsidérés et, simultanément, dès qu'un problème émerge, ce sont eux qui sont sommés de le résoudre ! On ne cesse de charger leur barque : ils sont censés prévenir le terrorisme comme l'obésité, former à la sécurité routière et à la sexualité, à la politesse et aux écogestes.

La société se dédouane ainsi de ses responsabilités et les professeurs ont le sentiment d'avoir tout à faire sans guère de soutien. Comment, dans ces conditions, ne pas être découragé ?

Il faut aussi que les pouvoirs publics fassent enfin respecter les droits de l'enfant, même si cela dérange les publicitaires et les industries de programme, pour que les enfants arrivent en classe moins fatigués et plus disponibles mentalement. Il faut que nos politiques s'intéressent vraiment à la question de l'accompagnement à la parentalité.

Et il faut qu'ils réinvestissent massivement dans l'Éducation populaire ! C'est une des leçons que nous devons retenir de Jean Zay : l'Éducation nationale a besoin de l'Éducation populaire et elles peuvent – elles doivent – se compléter.

Vous proposez de repenser l'organisation des établissements. Pourquoi et comment ?

P. M. : Regardons ce qui se passe aujourd'hui sur la question du harcèlement. Je comprends qu'on prenne des mesures claires et fermes pour le sanctionner. Mais je trouve que le volet « prévention » est bien pauvre.

On ne s'intéresse guère, en particulier, aux effets désastreux d'une politique qui, me semble-t-il, n'est pas remise en question : la politique des économies d'échelle.

Au prétexte d'économiser en frais de fonctionnement et de gestion, on se dirige vers des établissements de plus en plus grands et anonymes, qui vont laisser se développer des phénomènes qui coûteront, à terme, bien plus d'argent que ce que l'on aura économisé.

Il faut aller vers des structures scolaires et des dispositifs pédagogiques où le tissu relationnel et communicationnel sera suffisamment stabilisé pour permettre d'éviter ou de traiter à la racine les comportements agressifs.

Pour reprendre le nom d'un collectif aux positions intéressantes, « [les petites écoles sont une chance](#) ». C'est pourquoi je suggère, avec d'autres collègues et cela depuis plusieurs années, d'aller vers des microcollèges et des microlycées, au sein même des collèges et des lycées. Cela prendrait la forme d'un regroupement de classes par quatre (de même niveau ou de niveaux différents), confiés sur la base du volontariat à une équipe de professeurs qui y effectuent la majorité de leur service.

Tous les professeurs auraient donc en charge, ensemble, 100 à 150 élèves et, inversement, tous les élèves connaîtraient tous les professeurs. En commun, ils pourraient organiser les activités d'enseignement en fonction des besoins et des opportunités. Non pas de manière indépendante (nous avons besoin d'une vraie cohérence du système scolaire au niveau national), mais en cherchant comment mettre en œuvre au quotidien les finalités affichées de ce système et les valeurs de la République...

Ce serait, je crois, une manière, de reconnaître les professeurs comme des personnes à la fois parties prenantes d'un projet national ambitieux et acteurs, inventeurs lucides et solidaires, des moyens d'en incarner les finalités au quotidien.